

L'école publique mérite mieux que des recettes du passé

Le SER s'oppose aux simplifications et attend des actes politiques clairs

Le Syndicat des Enseignant·es Romand·es (SER) a pris connaissance de la prise de position de l'UDC Suisse « *Avec la tête, le cœur et la main : voie de sortie de la crise de l'école publique* ». Si le SER constate que l'UDC reconnaît enfin l'existence d'une crise de l'école publique, il rejette fermement les analyses réductrices et les solutions simplistes avancées dans ce document.

Une crise bien réelle, causée par des choix politiques

La crise de l'école publique est une réalité quotidienne pour les enseignant·es romand·es. Pénurie de personnel, surcharge de travail, complexification des missions éducatives, attentes toujours plus élevées de la société : ces difficultés ne sont ni nouvelles ni conjoncturelles.

Contrairement à ce que suggère la prise de position de l'UDC, cette crise ne résulte pas d'un prétendu affaiblissement pédagogique ou d'un manque d'engagement des enseignant·es. Elle est le produit de décisions politiques répétées, marquées, par des réformes menées sans moyens suffisants et par l'absence de considération suffisante des avis des professionnels du terrain.

Le SER défend le professionnalisme enseignant

Le SER refuse les critiques globales et implicites visant les pratiques pédagogiques et les formes d'enseignement actuelles. Ces attaques traduisent une méconnaissance profonde de la réalité du terrain et portent atteinte à la crédibilité d'une profession qui assume chaque jour des responsabilités majeures.

Tous les enseignant·es :

- accompagnent des élèves aux profils toujours plus hétérogènes,
- mettent en œuvre des pratiques inclusives exigeantes,
- assurent un travail pédagogique de qualité dans des conditions souvent dégradées.

Remettre en cause leur professionnalisme sans reconnaître cet engagement constant affaiblit l'école publique et aggrave la pénurie de personnel. Sans respect de la profession, il n'y aura pas d'école de qualité.

Des réponses du passé face aux défis d'aujourd'hui

Le SER s'oppose à l'idée selon laquelle un « retour aux bases », « une école de grand-papa » ou une simplification des approches pédagogiques permettrait de résoudre les défis actuels. L'école publique évolue dans un contexte social, culturel et économique profondément transformé.

Les enjeux d'aujourd'hui — hétérogénéité, inégalités sociales, intégration, santé mentale des élèves, transformations numériques — exigent :

- des effectifs d'enseignant·es cohérents et suffisants,
- des structures de soutien renforcées,
- des conditions de travail soutenables,
- une confiance claire dans l'expertise pédagogique.

Les réponses nostalgiques et idéologiques ne font qu'éluder ces responsabilités.

La stigmatisation ne remplace pas une politique éducative
--

Le SER dénonce les amalgames et raccourcis, notamment en lien avec la migration. Faire de certain·es élèves ou de certaines familles des boucs émissaires est irresponsable et contraire aux valeurs de l'école publique.

La diversité est une réalité structurelle de l'école suisse depuis longtemps. Les enseignant·es la gèrent avec professionnalisme, souvent sans les ressources nécessaires. Stigmatiser ne résout rien ; cela fragilise la cohésion sociale et détourne le débat des véritables enjeux.

Pas d'école de qualité sans investissements

Le SER souligne une contradiction centrale : l'UDC formule des exigences élevées à l'égard de l'école publique tout en s'opposant régulièrement aux investissements indispensables à son fonctionnement, notamment dans l'éducation précoce et les mesures de soutien.

On ne peut pas exiger plus de qualité, plus de discipline et plus de résultats sans en assumer le coût.

Une école publique de qualité, pour toutes et tous, nécessite des moyens humains, financiers et structurels clairs et durables.

Le SER appelle à des choix politiques responsables

Le SER défend une école publique :

- de qualité,
- inclusive,
- garante de l'égalité des chances,
- respectueuse des professionnel·les qui la font vivre.

Notre syndicat demande à certains responsables politiques d'abandonner les discours simplistes et à s'engager concrètement pour un service public d'éducation fort, financé et respecté.

L'avenir de l'école publique ne se joue pas dans des slogans, mais dans des décisions politiques courageuses.

Personne de contact

David Rey, président du SER, d.rey@le-ser.ch, 079 371 69 74